

Enquête sur des accusations d'agressions sexuelles au sein des Jeunesses communistes

« Le Monde » a recueilli les témoignages de membres dénonçant des agressions – du harcèlement au viol. La direction du PCF annonce des exclusions.

Par Abel Mestre et Sylvia Zappi Publié hier à 14h07, mis à jour hier à 23h59



OLIVIER BONHOMME

C'était il y a tout juste un an. De jeunes communistes avaient témoigné au *Monde* des agressions sexuelles et du harcèlement dont elles disaient avoir été victimes dans leur organisation et du climat interne ayant permis ces violences.

Les instances du Mouvement jeunes communistes de France (MJCF) et celles du Parti communiste (PCF) avaient reconnu plusieurs « affaires » et dit qu'il y avait « du travail à faire » sur la question du consentement. Des mesures allaient être prises pour exclure les agresseurs et une « procédure nationale » allait être mise en place pour protéger les victimes. Loin des engagements de la direction, il semble que rien n'a été fait depuis.

Le Monde a recueilli plusieurs témoignages qui affirment que les agressions – du harcèlement au viol – ont continué. A chaque fois, les victimes assurent qu'elles ont été laissées dans leur solitude. Dix-huit cas nous ont été relatés touchant de jeunes militants d'une vingtaine d'années au moment des faits. Tous étayés par de nombreux témoignages. Une seule a porté plainte, les autres victimes expliquent qu'elles ne l'ont pas voulu pour ne pas revivre le traumatisme ou par peur d'aller se confier à la police. Aucun des hommes mis en cause dans notre enquête n'a donné suite à nos sollicitations.

« Mentueuses ! »

Le congrès du MJCF, le 27 janvier, a donné un aperçu du climat toxique qui règne depuis des mois dans l'organisation de jeunesse de la Place du Colonel-Fabien.

Ce jour-là, une dizaine de jeunes femmes se lèvent pour accompagner Madeleine dans sa prise de parole. Près de 80 « camarades » de différentes fédérations les suivent pour donner un caractère solennel et solidaire à cette déclaration. « *L'immense majorité du mouvement se prononce contre les violences sexistes et sexuelles. Il est plus que temps de le mettre en pratique et c'est pourquoi aujourd'hui nous refusons de nous taire. Il est temps de choisir notre camp : celui des bourreaux ou des victimes* », déclare la jeune militante en accusant plusieurs membres de la direction de « *protéger les agresseurs* ».

C'est le début d'une incroyable bronca. Lazzis, huées et insultes fusent de la tribune et de la salle – « *Fractionnistes !* » ; « *Mentueuses !* » ; « *On a purgé des camarades pour moins que ça !* » –, certains font des croche-pieds à des jeunes femmes pour qu'elles n'accèdent pas à la tribune. Soudain au milieu du chaos, Julien Gaboriau, le bras droit de la secrétaire nationale Camille Lainé, donne ordre d'évacuer la salle. La scène d'une violence incroyable, racontée par *L'Obs*, a été confirmée par des dizaines de témoignages.

Le lendemain, un groupe intitulé « *pas de violeurs dans nos orgas* » est lancé sur Facebook. Peu à peu des témoignages affluent. Les premiers cas de viols sont relatés par quelques jeunes femmes sur Twitter. C'est le début d'une parole qui se libère, de manière un peu brouillonne mais qui révèle un sentiment de soulagement pour ces jeunes femmes et hommes qui ont l'impression de ne pas avoir été écoutés. Ils veulent forcer la machine du parti à agir.

« J'ai dit non à plusieurs reprises »

Mathilde a pourtant tout tenté auprès des instances depuis plus d'un an en racontant cette nuit de février 2017 à Angers. Après une fête d'anniversaire, la jeune femme est hébergée par un militant plus âgé, Sn. Les deux ont bu mais Mathilde reste lucide. Assez pour batailler longtemps afin de repousser les assauts du jeune homme. « *Il m'a déshabillée de force, je me suis rhabillée à chaque fois. J'ai dit non à plusieurs reprises mais il continuait en me forçant. Il m'a pénétré avec ses doigts tandis que je repoussais sa main. Après...* » Les images remontent dans des flashes saccadés mais le déroulé des faits relatés par cette jolie brune à l'allure frêle, est haché, comme souvent dans ces cas de blocage. Elle se rappelle juste qu'elle a été violée.

L'étudiante a alerté les instances du MJCF, son référent de la direction et la commission féminisme du PCF. Les responsables communistes locaux écoutent mais ne font rien. Sn. est un militant apprécié, proche de Julien Gaboriau. Le jeune homme déménage à Orléans où il devient permanent, puis à Grenoble. Interloquée, Mathilde contacte le PCF. Son agresseur présumé est enfin sanctionné : écarté un temps des instances, il se met en retrait mais revient lors des universités d'été et milite au sein de la section universitaire de Grenoble. Jérémie Giono, le secrétaire départemental de l'Isère assure, pour sa part, que « *toutes les mesures nécessaires ont été prises concernant ce dossier* ».

Secrétaire administrative aujourd'hui, Mathilde a tenté de sortir de sa dépression en déménageant à Paris, sans aucun soutien de son organisation. Cette jeune féministe est l'une

des personnes motrices dans la dénonciation des agressions sexuelles dans le mouvement communiste.

Pour ce cas, comme pour les autres, Julien Gaboriau se défend de tout « étouffement » de l'affaire. « *La personne accusée n'était pas adhérente au MJCF mais au PCF au moment des faits. La victime, Mathilde, s'est logiquement rapprochée de la direction du PCF, par l'intermédiaire du dispositif dédié en cours de mise en place à l'époque. Je n'ai donc joué qu'un rôle mineur dans cette affaire, n'étant pas dirigeant du PCF, avance-t-il. Jusqu'à présent la direction du MJCF n'avait pas été sollicitée, ni par la victime ni par l'accusé.* »

« Il était violent avant qu'il me viole »

Léa, elle, a tout décrit sur Twitter, trois mois après avoir déposé plainte pour viol, le 24 octobre 2018 au commissariat du 10^e arrondissement de Paris, accompagnée de deux amies, pour dénoncer ce qui s'est passé ce 14 juillet 2016.

Le bal de l'Union des étudiants communistes (UEC) est un des moments festifs que les jeunes « cocos » aiment bien. Sur la place des Abbesses, sur la butte Montmartre, dans le 18^e arrondissement de Paris, on refait le monde autour d'une bière et on danse.

La jeune Perpignanaise a rejoint son ami A. Ils se connaissent depuis longtemps, ont même eu une brève relation, et elle est en confiance. A la fin de la soirée, il est trop saoul pour rentrer seul à son hôtel ; elle l'accompagne. Le jeune homme, élu PCF à Blois, va lui sauter dessus, malgré ses refus répétés : « *Ça a duré des heures, il était violent avant qu'il me viole* », raconte cette brune de 22 ans, aujourd'hui en master de philosophie.

La jeune femme dit avoir actionné divers réseaux, Camille Lainé en tête, pour alerter son organisation de jeunesse mais en vain. Même chose auprès des instances départementales du Loir-et-Cher. Le militant est un conseiller municipal apprécié et réputé « *fragile psychologiquement* », alors on n'y touche pas, s'entend-elle répondre. Tout juste demande-t-on à l' élu de démissionner discrètement du conseil national des JC. Les camarades qui aident Léa sont priés de « *ne pas foutre la merde* », relate Marie Jay, dirigeante de l'UEC.

A. ne sera pas vraiment inquiété avant le dépôt de plainte. Il a été suspendu il y a une semaine, juste après la publication de l'article de *L'Obs*. Et le maire de Blois l'a, dans un communiqué du 6 mars, « *suspendu du groupe majoritaire et de ses représentations municipales* ». Le jeune homme contacté par *Le Monde*, n'a pas répondu à nos sollicitations pour donner sa version des faits. Selon son avocate, il nie toute agression et « *dément très fermement les accusations calomnieuses dont il a fait l'objet* ».

La direction nie toute « couverture » des agresseurs

M. Gaboriau conteste de son côté toute « couverture » de son camarade. C'est lui qui a été chargé d'écarter l' élu municipal à la mi-novembre 2017, dit-il. « *Après une discussion entre Léa et Camille Lainé, la décision a été prise immédiatement de rencontrer A. pour l'écarter* », assure le numéro deux des jeunes communistes. Selon lui, il lui a notifié, « *qu'il ne pouvait alors non seulement plus exercer son mandat de conseiller national du MJCF, mais également qu'il n'était pas souhaitable qu'il participe aux événements du mouvement. Il a*

accepté la décision le concernant. Le PCF a alors été informé des accusations portées comme des décisions prises. »

Alice (prénom d'emprunt) est arrivée toute jeune dans l'organisation communiste à Amiens. Elle n'a guère que 18 ans quand elle subit le harcèlement puis l'agression d'E. Elle est encore fragilisée par une opération lourde au dos, mal dans sa peau, quand elle fait la connaissance de ce militant chevronné, plein d'attentions pour elle. Ils se côtoient alors tous les jours.

Les mois passent et les attentions deviennent pesantes au point que l'étudiante en sociologie se plaint à son secrétaire fédéral, aujourd'hui à la direction du MJCF. En vain. Un jour, E. lui avoue être amoureux, elle l'éconduit ; il devient alors menaçant, insistant. L'étudiante en sociologie finit par quitter la JC pour le fuir, s'engage à l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) et continue à fréquenter les cercles communistes.

Un soir de mars 2017, après un moment passé dans un bar, elle offre à ses camarades de venir terminer la soirée chez elle. E. est de la partie et lui dit ne pas savoir où dormir ; elle lui propose un matelas par terre et s'endort dans son lit à elle. Alice se réveille au milieu de la nuit sous les caresses invasives du jeune homme. Elle le repousse, lui dit qu'elle ne veut pas, enlève ses mains qui la touchent... *« Je lui ai crié d'arrêter, je l'ai poussé, mais il m'a bloquée avec ses genoux et m'a pénétrée. Je me suis débattue et après c'est le vide. Je ne suis pas sortie de chez moi durant trois jours. »*

Le responsable local écarte l'agresseur mais pour désaccords politiques. Alice a dû fuir, plus loin, pour ne plus croiser son agresseur dans les fêtes du parti et est repartie à Metz chez sa mère pour continuer à militer plus sereinement.

« Un climat de boys club existe dans plusieurs fédérations »

Après cette première salve de témoignages, d'autres cas nous sont remontés. Une ex-secrétaire fédérale de l'UEC de Haute-Garonne, Lola, assure ainsi avoir alerté maintes fois sur les agissements d'un cadre local des JC, T., âgé de 25 ans. Il jetait son dévolu sur des mineures à qui il proposait de les ramener en voiture quand les rendez-vous communistes se terminaient tard.

Attouchements, tentatives de baisers forcés, photos de son sexe envoyées par SMS... malgré les signalements, cela dure deux ans. Une accusation de viol en 2018 fait enfin bouger les choses. Il est convoqué par le secrétaire fédéral du PCF 31 et le secrétaire local de la JC en présence de Lola qui demande son exclusion. Mais contre l'avis de cette dernière, il n'a droit qu'à des remontrances sévères, raconte-t-elle. La jeune dirigeante assure qu'on lui aurait expliqué qu'on *« ne pouvait pas le purger car sinon la section s'effondre »*. Elle affirme aussi que deux autres cas d'agressions ont été passés sous silence localement.

Pierre Lacaze, alors secrétaire fédéral, conteste catégoriquement : *« Sur le département, on a traité des comportements sexistes ou des agressions avec des répercussions et des décisions. Et nous n'avons jamais rien couvert ni rien laissé passer sans réaction ni décision. »*

Plusieurs militantes relatent le « *jeu des étoiles* » lors du camp d'été 2016. Les filles sont notées avec des étoiles en fonction de leur disponibilité sexuelle : une pour un baiser, deux pour une fellation... « *Le summum étant la sodomie. Les filles mineures ont un bonus* »

Ce climat hostile et agressif pour les femmes – certaines parlent de « *boys club* » qui existent dans plusieurs fédérations – semble particulièrement prégnant lors des moments festifs, des camps d'été organisés par la JC ou des Fêtes de *L'Huma*.

Plusieurs comités locaux sont ainsi pointés du doigt pour leur ambiance virile, mêlant compétition politique et sexuelle. Les « *chefs* » utilisent leur aura militante pour mettre de jeunes militantes dans leur lit. Celles qui râlent, arguant qu'une organisation communiste doit être féministe, se font taxer de « *râleuses gauchistes* ». Et les filles qui se rebiffent sont traitées de menteuses et de folles, racontent plusieurs victimes.

« *C'est malsain, avec un droit de cuissage sans aucune possibilité de dénoncer ces actes. Quand on le faisait on était exclue du groupe* », se souvient Sonya (le prénom a été changé), ancienne militante à Angers.

L'atmosphère relève parfois même de la « *faluche* » avec ses palmarès et ses trophées. Plusieurs militantes relatent ainsi le « *jeu des étoiles* » en cours lors du camp d'été en Bretagne en 2016. Rien à voir avec l'astronomie. Il s'agit d'un sale concours où les filles sont notées avec des étoiles en fonction de leur disponibilité sexuelle : une pour un baiser, deux pour une fellation... « *Le summum étant la sodomie. Les filles mineures ont un bonus* », lâche, outrée, Alice d'Amiens.

« **Je n'arrivais pas à sortir de mon hébétude** »

Les agressions vont aussi faire des victimes parmi les militants. C'est encore des proches des dirigeants parisiens de l'organisation de jeunesse qui sont en cause. S. et C. aiment les jeunes hommes et ne s'en cachent pas. Ils joignent souvent le geste à la parole sans se soucier de l'avis de leur proie.

Paul, étudiant en informatique, se souviendra longtemps de S. et de sa main baladeuse qu'il peine à éviter lors de la soirée de l'université d'été du PCF, dans un bar angevin. Un mois après, le manège malsain du responsable de la JC recommence à la Fête de « *L'Huma* » : il met sa main sur les fesses de Paul qui se retourne. « *Retire ta main direct !* », lance-t-il avant de s'en aller. Il se verra confier par d'autres camarades qu'ils ont vécu la même désagréable expérience. Comme Edouard (prénom d'emprunt), qui, lors d'une fête à l'université d'août 2018, a senti une main glisser dans son caleçon et lui caresser les fesses et s'est fait embrasser de force par le même S.

Pour Cyril, jeune syndicaliste de la tendance communiste de l'UNEF, le souvenir est plus traumatisant. Militant à Lille, l'étudiant a besoin d'être hébergé à Paris lors d'une réunion nationale en avril 2015. Il contacte C., militant du PCF lillois, qu'il connaît bien et qui habite en banlieue parisienne. Arrivé tard de la gare, il demande à se coucher vite et s'endort. Il est réveillé dans la nuit par une main qui le masturbe : « *J'étais parti, à moitié stone, et je n'arrivais pas à sortir de mon hébétude. Le lendemain je me sentais sale, perdu sans arriver à mettre des mots sur ce qui m'était arrivé* », relate-t-il. Il y parviendra en septembre, quand C., un peu honteux, le prendra à part lors de la braderie de Lille et tente de s'excuser en lui disant : « *Je t'ai violé, je me suis collé à toi, je n'aurais pas dû.* »

Deux ans plus tard, quand il se rend compte que son agresseur s'en vante auprès de camarades qui le lui rapportent, il saisit la direction du MJCF et la responsable de la commission féminisme et droits des femmes du parti, Hélène Bidard. D'autres témoignages affluent sans effets. Finalement, Pierre Laurent, alors secrétaire national du PCF, demande son exclusion en janvier 2018. Sa fédération refuse. C. restera dans le parti sans plus de conséquences.

« Le parti n'a pas été à la hauteur »

Ces nombreux témoignages sont accablants pour le mouvement communiste. Critiquée pour son inertie, la direction a mis du temps à réagir, avec des responsables plus prompts à ignorer qu'à dénoncer les agressions.

Camille Lainé jure n'avoir jamais « *protégé des agresseurs* » et réaffirme « *son soutien aux victimes* ». La dirigeante du MJCF ajoute : « *Je veux qu'elles sachent que je les crois. Et que je mets toute mon énergie pour mettre en place notre commission pour traiter ces violences.* »

Camille Lainé rappelle que son organisation n'avait pas, jusqu'au congrès de janvier, de dispositif dédié, mais que malgré cette lacune « *plus d'une dizaine de cas ont été traités et les agresseurs écartés de l'organisation* ».

Ce nouveau dispositif « *sera composé de camarades qui seront formées par des professionnels pour pouvoir accueillir correctement la parole des victimes et les accompagner vers les structures juridiques si elles le souhaitent.* » M^{me} Lainé ajoute : « *Nous nous sommes également dotés d'un nouvel article dans nos statuts permettant de retirer la qualité d'adhérent.* »

Techniquement, le MJCF est autonome du PCF. Mais, dans les faits, les grands frères de la Place du Colonel-Fabien regardent avec inquiétude ce qui se passe dans leur pépinière. Hélène Bidard semble abasourdie par l'ampleur des révélations, même si elle reconnaît avoir été saisie de plusieurs cas : « *On n'a jamais cherché à étouffer quoi que ce soit. Tout a été fait pour agir. Mais on va analyser cas par cas quand il y a eu dysfonctionnement.* » Elle met en avant le dispositif StopViolences, lancé à la suite de l'article du *Monde* de janvier 2018 et précise que le PCF va faire appel à des associations spécialisées pour se faire aider.

Fabien Roussel, qui vient d'arriver à la tête du parti veut, lui, exprimer son « *soutien total* » aux victimes. « *Je suis en colère et malheureux car je ne peux concevoir que, dans un parti féministe, ce genre de choses puisse arriver* », affirme le député du Nord. Il dit n'avoir pris la mesure du nombre d'agressions – onze recensées pour le moment en interne – qu'après les témoignages publics de Mathilde et Léa. Il a d'abord peu goûté ce déballage sur les réseaux sociaux avant de se rendre compte que « *le parti n'avait pas été à la hauteur* », explique-t-il.

« *On n'a pas fait assez car on n'avait pas les dispositifs adéquats. Je voudrais dire d'abord aux victimes "nous vous croyons" parce que je sais qu'existe le sentiment que ce n'était pas forcément le cas avant. Il faut aller plus loin et taper plus fort pour bien montrer qu'il n'y aura plus de tolérance pour ces agressions chez les communistes* », précise le numéro un.

Et de détailler les nouvelles règles mises en place : une cellule d'écoute extérieure au parti va pouvoir accueillir la parole des victimes et les agresseurs présumés seront immédiatement écartés, même quand il n'y a pas de plainte. « *Nous avons dans nos statuts la possibilité d'exclure toute personne qui a atteint à la dignité humaine. Quand on agresse une femme,*

c'est le cas », insiste M. Roussel. Des exclusions vont donc être déclenchées. Il semble que, cette fois, Mathilde, Léa et leurs camarades aient été entendues.

Abel Mestre et Sylvia Zappi